

United Nations and U.S. Foreign Economic Policy, par
BENJAMIN HIGGINS. Un vol., 6 po. x 9, broché, 235 pages —
RICHARD D. IRWIN INC. Homewood, Minois, 1962 (\$3.75)

Camille Martin

Volume 38, numéro 3, octobre–décembre 1962

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1001860ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1001860ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Martin, C. (1962). Compte rendu de [*United Nations and U.S. Foreign Economic Policy*, par BENJAMIN HIGGINS. Un vol., 6 po. x 9, broché, 235 pages — RICHARD D. IRWIN INC. Homewood, Minois, 1962 (\$3.75)]. *L'Actualité économique*, 38(3), 476–477. <https://doi.org/10.7202/1001860ar>

L'ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE

Plus de cent pages sont consacrées à l'industrie dont on nous décrit en particulier l'étonnant chemin parcouru depuis la guerre. Par rapport à 1938, la production industrielle a triplé, et est passée de 34 à 48 p.c. de l'ensemble de la production. L'accroissement a même atteint 15.2 p.c. en 1960 par rapport à l'année précédente. Tous les secteurs sont envisagés : énergie, industries métallurgiques, mécaniques, textiles, chimiques ou alimentaires. La production d'énergie, éternel problème de l'économie italienne, s'élève rapidement depuis qu'on se rabat sur le pétrole et le méthane. Il semble qu'on ait atteint le plafond pour l'énergie hydraulique, mais déjà on a mis sur pied un programme de développement de l'énergie électro-nucléaire. La production d'acier a quadruplé depuis dix ans ; et surtout les industries mécaniques ont connu la plus brillante expansion (voitures, motocyclettes, machines à coudre, machines à écrire). Enfin le tourisme constitue l'apport de devises que l'on sait, grâce à la venue de 18 millions d'étrangers. Un chapitre spécial est attribué à l'Institut pour la reconstitution industrielle, soit aux industries d'État dont la part dans l'expansion générale est loin d'être négligeable.

Le secteur commercial n'est pas oublié. Les échanges intérieurs sont d'abord étudiés, puis le commerce international. Depuis 1948, les importations ont augmenté de 250 p.c. et les exportations de 300 p.c. Mais alors que les produits alimentaires sont proportionnellement deux fois moins importants dans le total des ventes, les produits manufacturés ont passé de 41 à 61 p.c. La lire est devenue une des monnaies les plus stables du monde, et cette stabilité est garantie par une balance des paiements favorable et par des réserves en or et devises convertibles supérieures à trois milliards de dollars, et des engagements à court terme sur l'étranger.

À la suite d'une analyse des travaux italiens accomplis dans quelque 45 pays des cinq continents, la question des transports et communications est abordée, puis celle de la monnaie, du crédit, de la finance et de la balance des paiements.

La quatrième partie porte sur la politique de développement, sur les instruments de cette politique et sur les obstacles qu'elle rencontre, notamment le grave déséquilibre régional. Bien sûr, le « Mezzogiorno » se développe rapidement, les premiers résultats de la réforme agraire et de l'industrialisation sont encourageants, mais ils sont camouflés par les progrès de l'ensemble du pays. De 1951 à 1959, les proportions n'ont pas changé entre le Midi et le Centre-Nord.

Des renseignements utiles sur les principaux organismes italiens dans le monde viennent compléter ce que l'on peut considérer comme une source unique d'information sur les questions économiques italiennes de l'heure. Les tableaux nous donnent les statistiques essentielles.

Hubert Charbonneau

United Nations and U.S. Foreign Economic Policy, par BENJAMIN HIGGINS. Un vol., 6 po. x 9, broché, 235 pages. — RICHARD D. IRWIN INC. Homewood, Illinois, 1962. (\$3.75).

Depuis la dernière grande guerre, les problèmes se rattachant à l'aide aux pays sous-développés occupent une place importante dans la littérature politico-

LES LIVRES

économique. Il s'agit encore ici de l'un de ces problèmes : non pas assurément de savoir si les États-Unis vont ou non continuer leur aide à ces pays, mais plutôt de déterminer dans quelle mesure et de quelle façon, plus précisément par le truchement de quels canaux, ils vont le faire. Il y a, en effet, un grand nombre d'organisations qui s'occupent de reconstruction, de stabilisation et de développement des pays dévastés par la guerre ou sous-développés, dont les uns sont des agences du gouvernement américain et les autres des organismes américains privés, des organisations internationales mais qui se limitent à certains territoires, des organismes qui visent d'abord le relèvement économique et d'autres dont les principales préoccupations sont d'ordre militaire, des organismes mis sur pied par divers pays et enfin ceux qui relèvent des Nations-Unies.

Il n'est pas question non plus de se demander si l'aide devrait être dirigée par les États-Unis ou les Nations-Unies (ou tout autre organisme), mais quelle quantité et quelle sorte d'aide devrait passer par chaque canal. Quelle serait en l'occurrence la meilleure répartition du travail entre les deux organismes ? Quelles seraient les conséquences financières de telle répartition ? Quelle serait la façon la plus avantageuse de coordonner les efforts des États-Unis et des Nations-Unies ? Quelle serait la meilleure forme d'organisation internationale de distribution ? Telles sont les principales questions sur lesquelles se greffent les divers problèmes soumis à l'analyse dans le présent travail.

De façon à avoir une idée du problème que l'aide des États-Unis et des Nations-Unies est appelée à résoudre, l'ouvrage trace une esquisse de la nature de ce problème du développement économique et fait le point des connaissances actuelles touchant le processus de croissance économique. S'appuyant sur cette base, il indique le rôle qu'est appelée à jouer l'aide étrangère et, après avoir établi le rapport entre développement et stabilisation économique, il évalue la concentration possible des mesures internationales sur la stabilisation économique.

Le rappel et l'exposé des programmes de soutien économique des États-Unis et des Nations-Unies a pour but, non pas d'en comparer l'efficacité, mais bien de marquer clairement le point de départ de la politique future.

Dans ces pages, l'auteur insiste sur la quasi-impossibilité d'isoler les effets respectifs de l'intervention des deux organismes administratifs (gouvernement américain et Nations-Unies), de même que les répercussions de ces programmes d'assistance sur la politique des États-Unis. Il y éclaire les problèmes politiques et économiques que l'on rencontre dans la mise à exécution de ces programmes d'assistance, ce qui est de nature à permettre l'amélioration des programmes futurs et à faciliter le choix entre les deux organismes en question, du point de vue des aptitudes à atteindre les objectifs économiques et politiques de l'assistance aux pays étrangers.

Enfin, l'ouvrage se termine par le tracé des grandes lignes de la structure de l'organisme le plus apte à assurer l'exécution de la politique économique étrangère des États-Unis.

Camille Martin